Traversées de la Manche : sous pression des sondages anti-immigration, le premier ministre britannique Keir Starmer demande à Emmanuel Macron d'en faire plus pour lutter contre l'immigration clandestine

28/11/2025 à 23h13



> *Au travers d'une lettre, Londres demande à la France d'en faire plus pour lutter contre l'immigration clandestine pic.twitter.com/4RK3UhaAj4*
>
> *— BFM (@BFMTV) November 28, 2025*

Le message est respectueux et cordial, mais l'invitation à en faire davantage côté français, pour lutter contre « le fardeau partagé » de la migration irrégulière, est claire. Dans un courrier datant de la mi-novembre, le premier ministre britannique, Keir Starmer, fait pression sur le chef de l'Etat français, alors qu'il est lui-même soumis à celle de son opinion publique. Depuis le début de l'année, près de

40 000 personnes sont parvenues à traverser la Manche en small boat, un chiffre en hausse de 17 % par rapport à la même période en 2024.

Dans sa missive, consultée par Le Monde, Keir Starmer liste d'abord les efforts engagés par son gouvernement pour rendre son territoire moins attractif, comme le projet d'introduction d'une carte d'identité électronique nationale afin d'« empêcher le travail illégal » ou la mise en chantier de la « plus grande réforme [du] système d'asile depuis des décennies ». Dévoilée le 17 novembre, cette dernière vise à « restreindre le soutien disponible aux demandeurs d'asile et aux réfugiés », explique le premier ministre. Le statut de réfugié passerait, par exemple, de permanent à temporaire et les demandeurs d'asile pourraient contribuer financièrement à leur prise en charge s'ils en ont les moyens. Ces mesures, qui devront faire l'objet de projets de loi, ont créé le malaise à la gauche de son parti, le Labour. (…)

M. Starmer va jusqu'à proposer que le Royaume-Uni affrète des bateaux dans les eaux françaises *« pour sauver et renvoyer des gens en France »*. Une suggestion déjà formulée mais écartée. Des négociations sont en cours, qui portent sur le prochain cycle de financement britannique pour renforcer la sécurisation de la frontière de 2026 à 2029. Plusieurs centaines de millions d'euros sont en jeu. M. Starmer se dit prêt à *« un accord de financement pluriannuel plus large »*. Sollicités, ni l'Elysée ni Downing street n'ont donné suite.

Le Monde